



CHAPITRE 69

Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Michel

[Sanctionnée le 18 décembre 1958]

CHAPTER 69

An Act to amend the charter of the city of Saint-Michel

[Assented to, the 18th of December, 1958]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Saint-Michel a, par sa pétition, représenté que sa population atteindra environ quarante mille (40,000) âmes au premier janvier 1959;

Attendu que l'évaluation municipale atteint actuellement soixante-quinze millions de dollars et que les revenus de la cité excèdent les dépenses, d'après les derniers budgets déposés, ce qui lui permet de rencontrer ses obligations;

Attendu que les revenus pour l'exercice en cours s'élèvent à environ deux millions de dollars;

Attendu qu'il y a lieu de préciser et d'améliorer certaines dispositions de sa charte;

Attendu que l'indemnité actuelle du maire et des échevins est insuffisante en regard des devoirs qui leur sont imposés et qu'il y a lieu de l'augmenter;

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la cité et des contribuables de créer un fonds de roulement, aux fins de mieux équilibrer le budget et de faire face aux dépenses urgentes au cours d'un exercice, avant la rentrée des taxes du même exercice;

Attendu qu'il y a lieu de libérer la cité de certaines dispositions de la Loi de la Commission métropolitaine de Montréal, concernant le nombre de voteurs, lors de l'approbation d'un règlement d'emprunt;

Attendu qu'il y a lieu de valider certaines ventes faites par la cité pour non-

WHEREAS the city of Saint-Michel has, by its petition, represented that its population will have increased to forty thousand (40,000) souls on the first of January, 1959;

Whereas the municipal valuation now amounts to seventy-five million dollars and the revenue of the city exceeds its expenses, according to the latest budgets presented, and it is thus able to meet its obligations;

Whereas the revenue for the present financial year amounts approximately to two million dollars;

Whereas it would be advisable to clarify and improve certain provisions of its charter;

Whereas the present indemnity of the mayor and aldermen is inadequate, having regard to the duties required of them, and it is expedient to increase the same;

Whereas it is in the interest of the city and of the ratepayers to constitute a working-fund, with the purpose of better balancing the budget and meeting urgent expenses in the course of a financial year, before the receipt of taxes for the same period;

Whereas it is expedient to exempt the city from certain provisions of the Montreal Metropolitan Commission Act respecting the number of voters, for the approval of a loan by-law;

Whereas it is advisable to validate certain sales made by the city for non-

Preamble.

paiement de taxes, en ce qui concerne certains titres de propriété;

Attendu qu'il convient d'amender en conséquence la charte de la cité de Saint-Michel;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1922 (1),
c. 123,
a. 12, am.

1. L'article 12 de la loi 12 George V, chapitre 123, tel que remplacé par l'article 3 de la loi 13 George V, chapitre 105, est modifié pour la cité de Saint-Michel, en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

Assemblée
publique.

"Pour constater si les électeurs désirent voter sur le règlement, il sera convoqué, au moins huit jours d'avance, par avis public signé par le greffier, au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil, une assemblée publique des électeurs qui, en vertu de la loi qui régit la municipalité intéressée, ont droit de voter sur ce règlement. Cette assemblée sera présidée par le maire, ou le maire suppléant, ou, en leur absence, par l'un des conseillers. Le greffier du conseil agira comme secrétaire, lira et soumettra le règlement à l'assemblée. Quarante électeurs présents et habiles à voter sur le règlement pourront, mais seulement pendant l'heure qui suivra l'ouverture de l'assemblée, demander la votation. Sur cette demande, le maire, ou la personne qui préside devra fixer les jours de la votation. La procédure pour la votation se fera de la manière prévue dans la loi qui régit la municipalité intéressée."

S.R.,
c. 233,
a. 64,
rempl.
pour la
cité.

2. L'article 64 de la Loi des cités et villes, modifié par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 39, et remplacé, pour la cité, par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 91, et modifié par l'article 4 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 84, et remplacé, pour la cité, par l'article 3 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 64, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Indem-
nités.

"64. A compter du premier janvier 1959, la cité doit payer, à titre d'indemnité annuelle, au maire trois mille six cents

payment of taxes, respecting certain titles of ownership;

Whereas it is advisable to amend the charter of the city of Saint-Michel accordingly;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 12 of the act 12 George V, chapter 123, as replaced by section 3 of the act 13 George V, chapter 105, is amended for the city of Saint-Michel, by replacing the last paragraph by the following:

1922 (1),
c. 123,
s. 12, am.

"In order to ascertain whether the electors desire to vote on the by-law, there shall be convened, at least eight days in advance, by public notice signed by the clerk, at the place, on the day and at the hour fixed by the council, a public meeting of the electors, who, under the law governing the interested municipality, have the right to vote on this by-law. This meeting shall be presided by the mayor, or the pro-mayor, or, in their absence, by one of the councillors. The clerk of the council shall act as secretary, and shall read and submit the by-law to the meeting. Forty electors present and qualified to vote on the by-law may, but only during one hour from the opening of the meeting, apply for a vote. On this application the mayor, or the person who presides, shall fix the days of voting. The procedure for the voting shall be in the same manner as provided for by the law which governs the interested municipality."

Public
meeting.

2. Section 64 of the Cities and Towns Act, amended by section 1 of the act 8 George VI, chapter 39, and replaced, for the city, by section 1 of the act 15-16 George VI, chapter 91, and amended by section 4 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 84, and replaced, for the city, by section 3 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 64, is again replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 64
replaced
for city.

"64. From and after the first of January, 1959, the city shall pay, as a yearly indemnity, to the mayor three thousand

Indem-
nities.

(\$3,600.00) dollars et à chaque échevin mille huit cents (\$1,800.00) dollars dont mille cinq cents (\$1,500.00) dollars quant au maire et huit cents (\$800.00) dollars quant à chaque échevin à titre de dépenses inhérentes aux devoirs de leurs charges respectives; ces montants sont payables mensuellement."

six hundred (\$3,600.00) dollars and to each alderman eighteen hundred (\$1,800.00) dollars of which fifteen hundred (\$1,500.00) dollars, in the case of the mayor, and eight hundred (\$800.00) dollars, in the case of each alderman, shall be for expenses connected with the duties of their respective offices; such sums shall be payable monthly."

S.R.,
c. 233,
aa. 604a-
604h, aj.
pour la
cité.

3. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Saint-Michel, en ajoutant après l'article 604, le paragraphe et les articles suivants:

3. The Cities and Towns Act is R.S.,
c. 233,
ss. 604a-
604h, added
for city.
amended, for the city of Saint-Michel, by adding after section 604, the following paragraph and sections:

"§ 28a.— *Du fonds de roulement*

"§ 28a.— *Working-fund*

Fonds de
roulement
autorisé.

"604a. Dans le but de mettre à la disposition du conseil des deniers dont il peut avoir besoin pour faire face aux dépenses de la cité, au cours d'un exercice, en attendant la rentrée des fonds produits par les taxes ou par les licences, ou par d'autres revenus du même exercice, ou pour défrayer le coût de certains travaux d'utilité publique, qui ne sont pas de simple entretien ou de certains achats non d'usage courant, entraînant un déboursé qui n'est pas suffisamment élevé pour justifier un emprunt à long terme, le conseil peut constituer par règlement un fonds connu sous le nom de "fonds de roulement".

"604a. With a view to placing at the disposal of the council the moneys it may need to meet the expenses of the city during a fiscal year, pending the receipt of funds derived from taxes, licenses or other revenues of the same fiscal year, or to pay the cost of certain public utility works which are not matters of mere maintenance, or of certain purchases not usually made and which are not so costly as to justify a long-term loan, the council may, by by-law, constitute a fund known as the "working-fund". Working-fund authorized.

Capital.

"604b. Le capital de ce fonds est de deux cent mille (\$200,000.00) dollars et toute dépense effectuée à même ledit fonds doit être remboursée conformément aux dispositions des articles 604c et 604e. Le conseil pourra transporter audit fonds les arrérages de taxes ou autres créances dûs à la cité, à la fin de chaque année.

"604b. The capital of such fund shall be two hundred thousand (\$200,000.00) dollars and every expense incurred out of the said fund shall be reimbursed in accordance with the provisions of sections 604c and 604e. The council may transfer to the said fund the arrears of taxes or other claims due to the city at the end of each year. Capital.

Emprunts
de ce
fonds.

"604c. Le conseil peut, par résolution, emprunter de ce fonds les deniers dont il peut avoir besoin pour les fins mentionnées à l'article 604a ci-dessus. Aucun de ces emprunts ne devra cependant être pour un terme excédant cinq ans et la résolution autorisant l'emprunt indiquera de quelle manière se fera le remboursement et advenant que les revenus généraux seraient insuffisants pour parfaire ce remboursement une taxe spé-

"604c. The council may, by resolution, borrow from such fund the moneys it may need for the purposes contemplated in the foregoing section 604a. However no such loan shall be for a period exceeding five years and the resolution authorizing such loan shall determine how it shall be repaid, and if the general revenues should be insufficient to effect such repayment, a special tax shall be imposed in accordance with the Borrowing from such fund.

ciale devra être imposée, conformément aux dispositions de la loi. Le prêt ne pourra pas se faire avant que la résolution autorisant l'emprunt ne soit approuvée par la Commission municipale de Québec.

provisions of law. The loan shall not be effected before the resolution authorizing the loan is approved by the Quebec Municipal Commission.

Constitution.

"604d. Il est constitué pour débiter par le produit d'un emprunt de deux cent mille (\$200,000.00) dollars.

"604d. It shall be established in the first place by the proceeds of a loan of two hundred thousand (\$200,000.00) dollars. Establishment.

Placement.

"604e. Au fur et à mesure de la conversion de ces créances en deniers par leur perception, le trésorier devra les porter à un compte spécial et le conseil pourra se servir des deniers de ce fonds pour acheter des obligations du Canada ou de la province de Québec qui resteront à l'actif de ce compte et que le conseil pourra donner en garantie de tout emprunt qu'il pourra faire pour se procurer les deniers dont il pourra avoir besoin pour effectuer des avances suivant les dispositions du présent paragraphe.

"604e. As such claims are converted into money through their recovery, the treasurer shall enter them in a special account and the council may use the moneys of such fund to purchase bonds of Canada or of the Province of Quebec, which shall remain credited to such account and which the council may give as security for any loan it may contract in order to obtain whatever moneys it may need to make advances under the provisions of this paragraph. Investment.

Emprunt pour former capital.

"604f. La cité est autorisée à emprunter, pour former le capital initial de ce fonds, une somme de deux cent mille (\$200,000.00) dollars, remboursable dans une période de quinze ans, en suivant les formalités requises par la loi pour tout règlement décrétant un emprunt, sauf que l'approbation des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables, n'est pas requise.

"604f. To constitute the initial capital of such fund, the city is authorized to borrow a sum of two hundred thousand (\$200,000.00) dollars repayable in a period of fifteen years in accordance with the formalities prescribed by law for any loan by-law, except that the approval of the municipal electors who are owners of taxable immoveables shall not be required. Loan to constitute fund.

Intérêts.

"604g. Les intérêts du fonds de roulement sont appropriés comme des revenus ordinaires de l'exercice au cours duquel ils sont gagnés.

"604g. The interest on the working-fund shall be appropriated as ordinary revenue of the fiscal year during which it is earned. Interest.

Emploi exclusif.

"604h. Aucune partie du capital de ce fonds ne pourra être employée pour d'autres fins que celles mentionnées à l'article 604a ci-dessus."

"604h. No part of the capital of such fund shall be used for purposes other than those mentioned in the above section 604a." Exclusive use.

Adjudications et ventes valides.

4. Seront tenues pour légales et valides à toutes fins que de droit les adjudications et ventes pour taxes faites, avant l'année 1952, *super non domino*, par le conseil de la ville de Saint-Michel, de lots ou parties de lots situés dans son territoire et toutes réclamations et droits d'action en revendication de la propriété de ces lots ou parties de lots seront absolument éteints

4. Shall be considered legal and valid for all legal purposes the adjudications and sales for taxes made, before the year 1952, *super non domino*, by the council of the town of Saint-Michel, of lots or parts of lots located in its territory and all claims and rights of action for recovery of property of these lots or parts of lots shall be absolutely abolished and pre- Adjudications and sales valid.

et prescrits s'ils ne sont pas exercés par action intentée devant une cour de justice de juridiction compétente dans l'année suivant la publication d'un avis de la sanction de la présente loi reproduisant le présent article dans la *Gazette officielle de Québec* et en français dans un journal français et en anglais dans un journal anglais du district de Montréal.

Vente
déclarée
valable et
légal.

5. Est déclarée valide et légale la vente par la cité de Saint-Michel à Raymond Loranger par acte de vente reçu le 7 octobre 1958 devant Me André Paquette, notaire, à Montréal, portant le numéro 606 des minutes dudit notaire et enregistré à la division d'enregistrement de Montréal, le 14 octobre 1958, sous le numéro 1,366,466, des lisières de terrain ci-après désignées et faisant anciennement partie de la Montée Saint-Michel, maintenant abandonnée, décrites et bornées comme suit, à savoir:

1. Vers le nord-est, par une partie du lot numéro 353-1 et en partie par une partie du lot 352-2, vers l'est et le sud-est, par les lots numéros 352-2-1-2 et 352-2-1-1, vers le sud-ouest, par l'ancien chemin public (Montée Saint-Michel) et par les lots numéros 126-959 et 126-653, tous des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, division d'enregistrement de Montréal, vers le nord-ouest, par l'ancien chemin public (Montée Saint-Michel).

Cedit lopin de terre mesure environ trente-quatre pieds de largeur par des longueurs de deux cent soixante pieds environ dans sa ligne sud-ouest et trois cent dix pieds environ dans sa ligne nord-est et contient neuf mille sept cents pieds carrés en superficie, le tout mesure anglaise.

La limite sud-est du lopin de terre ci-dessus décrit est aussi la limite nord-est du Boulevard Saint-Michel actuel.

La limite nord-ouest de ce même lopin de terre est une ligne droite parallèle à et située à une distance de cent quarante-cinq pieds et un dixième vers le nord-ouest de la ligne de division entre les lots 352-2 et 353-1.

2. Vers le nord-est par une partie du lot 353-1, vers le sud-est par section de

scribed, if not exercised by actions instituted before a court of justice of proper jurisdiction in the year following the publication of a notice of the coming into force of this act reproducing this section in the *Quebec Official Gazette* and, in French, in a French newspaper and, in English, in an English newspaper of the district of Montreal.

5. Is declared valid and legal the sale by the city of Saint-Michel to Raymond Loranger by a deed of sale received, on the 7th of October, 1958, before André Paquette, notary, in Montreal, bearing numbers 606 of the minutes of the said notary and registered in the registration division of Montreal, on the 14th of October, 1958, under number 1,366,466, of the pieces of land hereinafter designated and forming previously part of la Montée Saint-Michel, now abandoned, described and bounded as follows, to wit:

1. Towards the northeast, by a part of the lot number 353-1 and partly by a part of the lot 352-2, towards the east and the southeast, by the lots numbers 352-2-1-2 and 352-2-1-1, towards the southwest, by the former public road (Montée Saint-Michel) and by the lots numbers 126-959 and 126-653, all on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, registration division of Montreal, towards the northwest, by the former public road (Montée Saint-Michel).

The said piece of land measures about thirty-four feet in width by lengths of about two hundred and sixty feet in its southwestern line and about three hundred and ten feet in its northeastern line and contains nine thousand seven hundred square feet in area, the whole English measure.

The southeastern limit of the piece of land hereinabove described is also the northeastern limit of the present Boulevard Saint-Michel.

The northwestern limit of this same piece of land is a straight line parallel to and situated at a distance of one hundred and forty-five feet and one-tenth towards the northwestern part of the dividing line between lots 352-2 and 353-1.

2. Towards the northeast by a part of lot 353-1, towards the southeast by a

Sale
declared
valid and
legal.

l'ancien chemin public (Montée Saint-Michel) et au sud-ouest par la partie du lot 126-653, tous des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, division d'enregistrement de Montréal, vers le nord-ouest, par l'emprise est du nouveau Boulevard Saint-Michel.

Cedit lopin de terre mesure environ trente-quatre pieds de largeur, par des longueurs de cent soixante pieds et cinquante-quatre pieds et contient trois mille six cent trente-huit pieds carrés en superficie, le tout mesure anglaise.

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

section of the former public road (Montée Saint-Michel) and at the southwest by part of lot 126-653, all on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, registration division of Montreal, towards the northwest, by the public ground east of the new Boulevard Saint-Michel.

This said piece of land measures about thirty-four feet in width by lengths of one hundred and sixty feet and fifty-four feet and contains three thousand six hundred thirty-eight square feet in area, the whole English measure.

6. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.